

# Présentation de la Vidéo-protection de la ville de Puteaux

Jeudi 12 février 2015

# Historique...

Juin 2007 : création du C.S.U, la vidéoprotection est alors principalement utilisée pour la surveillance des bâtiments publics et la régulation du trafic routier.

## Faiblesses constatées du système en place :

- lieux non couverts par la vidéoprotection : inefficacité face aux atteintes aux personnes.
- le délai de 7 jours de conservation des images pour les réquisitions judiciaires est trop court pour permettre de mener à bien les recherches et aboutir à l'élucidation des faits.

A partir de Décembre 2010 : évolution du dispositif en prenant en compte la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens notamment dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

# Les principaux objectifs de la Vidéo-protection

**Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité prévoit :**

- 1 – La protection des bâtiments et installations publics et leurs abords
- 2 – La sauvegarde des installations utiles à la Défense Nationale
- 3 – La régulation des flux de transport
- 4 – La constatation des infractions aux règles de circulation
- 5 – La prévention des atteintes à la sécurité des personnes et de biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou de trafic de stupéfiants
- 6 – La prévention des actes de terrorisme
- 7 – La prévention des risques naturels ou technologiques
- 8 – Le secours aux personnes et la défense contre l'incendie
- 9 – La sécurité des installations accueillants du public dans les parcs d'attractions

## Choix d'implantation des caméras

Implantation d'une caméra afin de veiller à la fluidité du trafic routier



Implantation d'une caméra afin de prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et des biens



## Juin 2015 :

→ 182 caméras urbaines

**299 caméras**

→ 117 caméras Parkings  
municipaux

### **Personnel CSU :**

15 téléopérateurs (adjoints techniques)

06 chefs de salle (policiers municipaux)

**Fonctionnement : 24h/24**

7 jours sur 7

**Durée de conservation des images**

15 jours

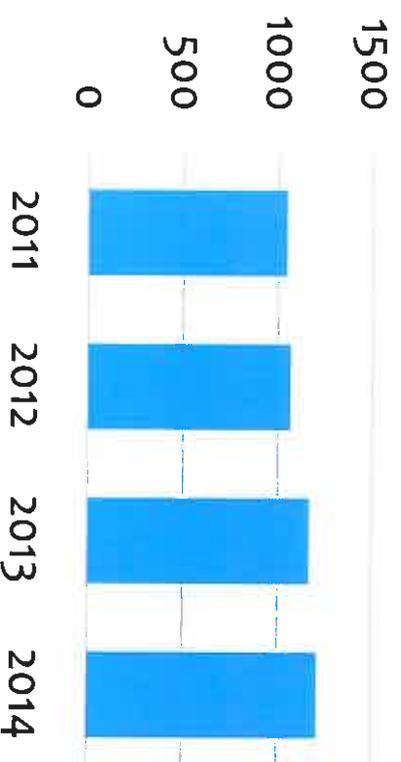
# 1 - ACTIVITE DU CSU

de 2011 à 2014



# 1-1 ACTIVITE DU CSU

## Les interventions liées au signalement de la Vidéo-protection

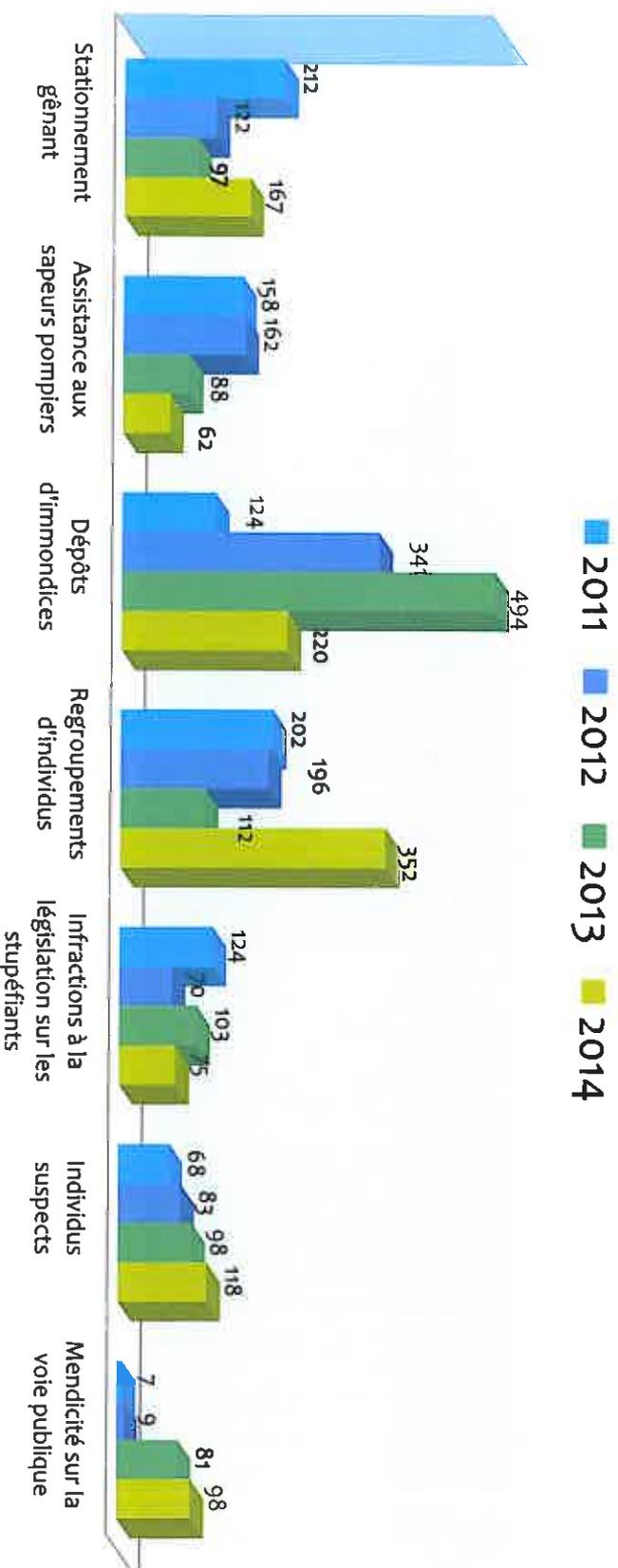


	2011	2012	2013	2014
Interventions liées au signalement de la Vidéo-protection	1054	1076	1179	1221
<b>Evolution n-1</b>	---	<b>+ 2 %</b>	<b>+ 9,5%</b>	<b>+ 4 %</b>

Sur l'année 2014, le nombre d'interventions est en légère hausse de **+ 4 %** par rapport à 2013.

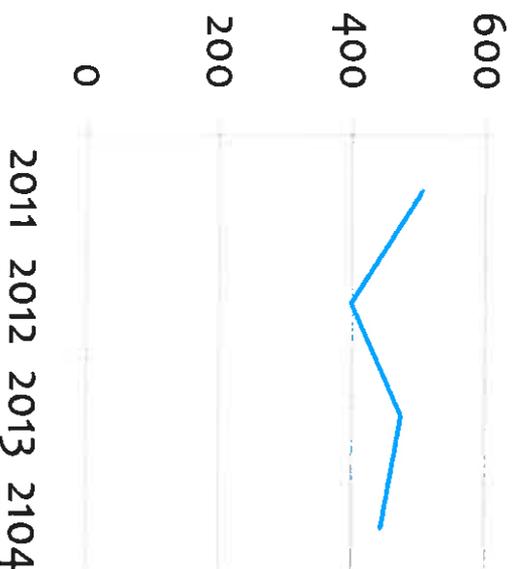
# 1-2 ACTIVITE DU CSU

## Principaux faits donnant lieu aux interventions liées au signalement de la Vidéo-protection



# 1-3 ACTIVITE DU CSU

Transferts d'images de la Police Municipale  
vers la Police Nationale

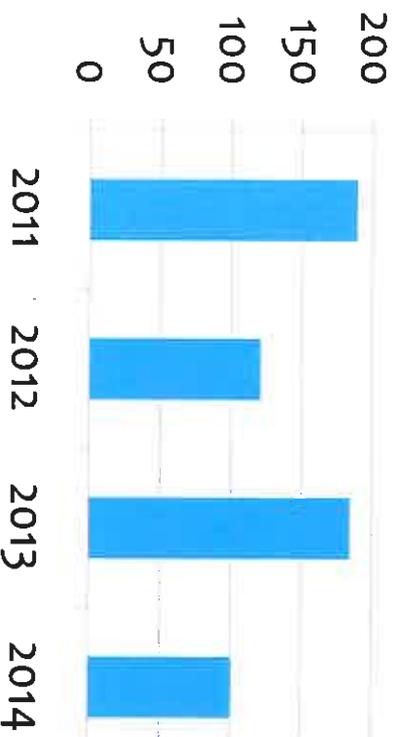


	2011	2012	2013	2014
Transferts d'images	504	398	473	443
Évolution n-1		- 21 %	+ 19 %	- 6 %

**Sur l'année 2014, nous pouvons remarquer une légère**  
**baisse de - 6 % des demandes de transferts d'images vers**  
**la Police Nationale par rapport à 2013.**

# 1-4 ACTIVITE DU CSU

## Les interpellations liées au signalement par la Vidéoprotection

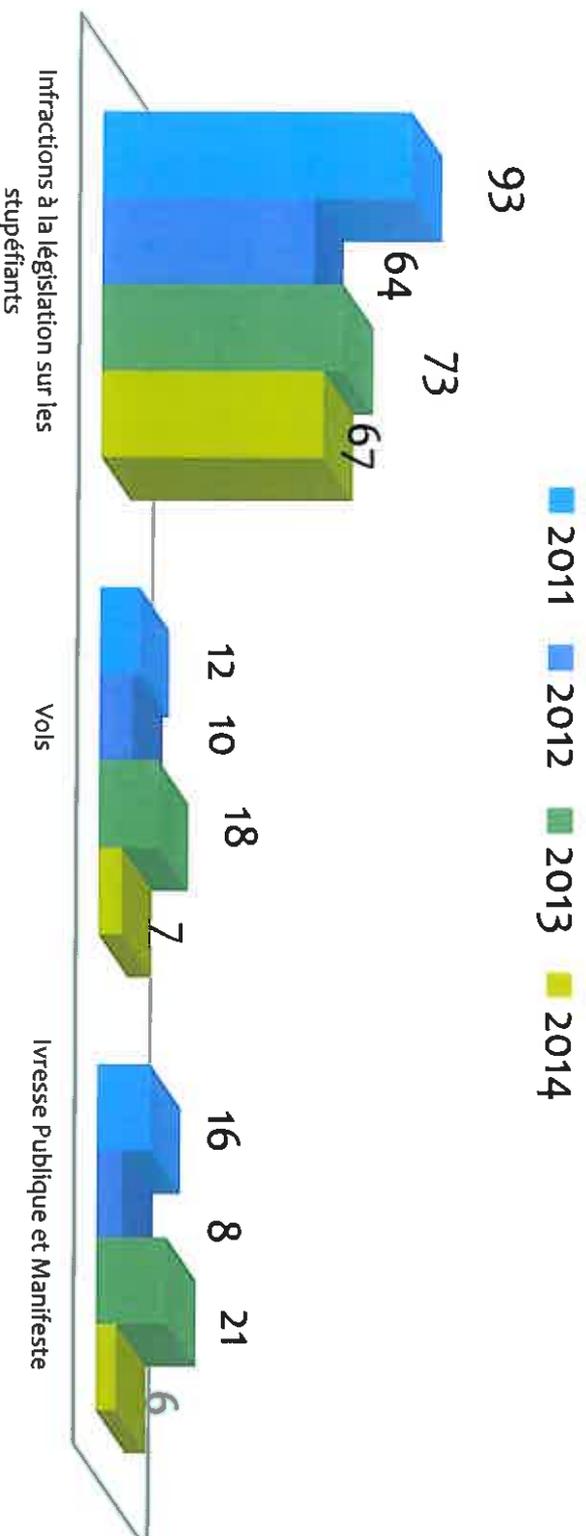


	2011	2012	2013	2014
Interpellations liées au signalement de la Vidéoprotection par la Police Nationale	39	18	49	24
Interpellations des Policiers Municipaux liées au signalement de la Vidéoprotection	151	104	137	102
Interpellations liées au signalement de la Vidéoprotection par la Police Nationale et la Police Municipale	190	122	186	126
Total des interpellations de la Police Municipale	294	240	285	241
Part des Interpellations CSU sur le nombre total des interpellations de la Police Municipale	51,5 %	43,5 %	48 %	42 %

Sur l'année 2014, la Police Municipale a effectué 241 mises à disposition dont 102 incombent au signalement de la Vidéoprotection soit + 42 %

# 1-5 ACTIVITE DU CSU

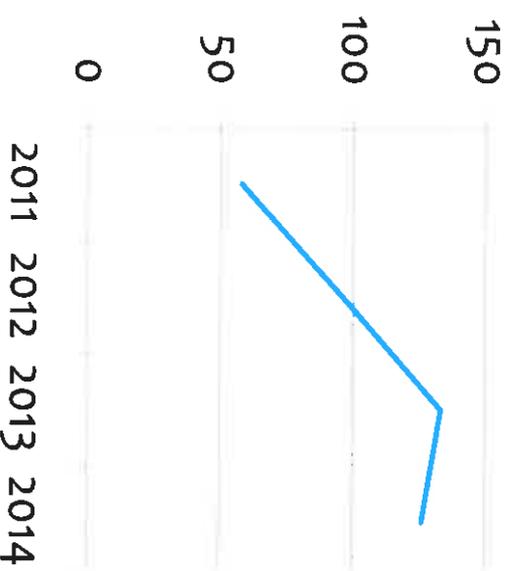
Principaux faits donnant lieu à une interpellation suite au signalement de la Vidéo-protection





# 2-1 ELUCIDATION

## Réquisitions Judiciaires

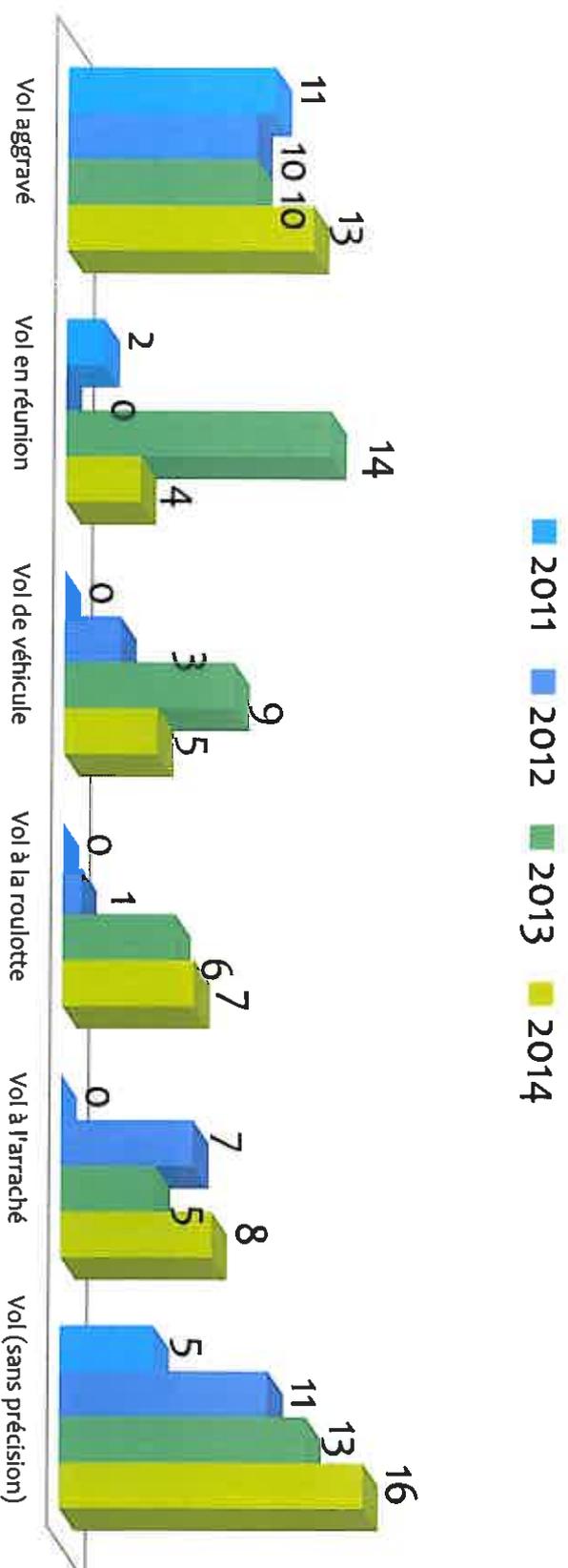


	2011	2012	2013	2014
Réquisitions	58	96	133	126
Recherches Vidéos				
<b>Évolution n-1</b>		<b>+65,5%</b>	<b>+38,5%</b>	<b>-5%</b>

**Sur l'année 2014, nous pouvons remarquer une légère baisse de -5% des réquisitions judiciaires par rapport à 2013.**

## 2-2 ELUCIDATION

Principaux faits faisant l'objet d'une réquisition judiciaire pour des recherches vidéos



# 3-VIDEOVERBALISATION

## Mise en place de la Vidéoverbalisation

**5 zones** vidéoverbalisées : Hôtel de Ville, République, Godofroy, R. Wallace et Jean Jaurès.

Fin 2012 :

Phase de test de la vidéoverbalisation

Le 01<sup>er</sup> janvier 2013 :

Phase effective de la vidéoverbalisation

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015 :

Extension de la vidéoverbalisation à deux nouvelles zones

Sur l'année 2014, **1355** verbalisations ont été effectuées et principalement sur les secteurs Jean Jaurès, Hôtel de Ville et Godofroy soit une hausse de **+196 %** par rapport à 2013.

